CHEZ POL

FAIT MAISON Un président de région démontre que le gouvernement fait des promesses en l'air sur la rénovation des lycées

AU COMPTOIR Un député macroniste dénonce la *«pente dangereuse»* empruntée par le gouvernement ; le porte-parole de Glucksmann ne connaît pas le programme de Glucksmann ; et ce député RN veut mettre les clandestins dans des gros bateaux

YOUPOL Même quand c'est l'extrême droite qui tue, Lecornu s'en prend à la gauche

VOST Bloqueia bonito : la stratégie à la brésilienne de LFI

LE MOT *«Patriote»*

ÇA ARRIVE AUJOURD'HUI Entre Blanquer et Attal, il faut choisir

L'ADDITION Jouons avec le calme des manifs

INSURRECTION MACRONISTE • Le pressing du gouvernement pour limiter la liberté d'expression sur les réseaux sociaux inquiète même dans les rangs du bloc central. Le député macroniste Éric Bothorel, qui a l'habitude d'assumer ses désaccords avec son camp, estime ainsi que *«c'est toujours une pente dangereuse de brandir des interdictions»* dans *l'Opinion*. *«Dès lors qu'on commence à réduire la capacité des uns et des autres à s'exprimer*

librement sur les réseaux sociaux, c'est toujours une forme de renoncement», allume le parlementaire spécialiste du numérique. L'ambition gouvernementale d'appliquer les règles contre les contenus terroristes aux posts sur les manifs lycéennes, sous prétexte de s'opposer aux appels *«à l'insurrection»* ne plaît pas non plus à Bothorel, qui pose une bonne question : *«Le problème, c'est que l'insurrection n'est pas vraiment définie dans notre droit. [...] Ça commence où, l'insurrection, si c'est Marine Le Pen qui est au pouvoir dans 6 mois ? Il y a un danger à aller trop vite en besogne sur ce type de restrictions.»* Bothorel a raison de profiter de sa liberté d'expression, sait-on jamais...

MALAISE TV • Vous allez voir ce que vous allez voir. Hier sur BFMTV, le porte-parole de Raphaël Glucksmann, Sacha Houlié, débattait avec l'avocat de droite Charles Consigny quand lui est venue l'inspiration de mettre en avant l'augmentation des salaires prévue par le candidat social-démocrate. Un sujet qu'il maîtrise visiblement de A à B. *«100€ de plus par mois,* hésite-t-il d'abord. *Par an, pardon, pour tous les gens qui sont au SMIC.»* Soit moins de 10€ par mois, lui fait-on remarquer, provoquant un léger malaise en plateau. Houlié a la moue d'un écolier qui ne connaît pas sa leçon et Consigny, ex-candidat LR aux législatives, se moque de cette mesure pas digne d'une *«révolution»* de gauche. Une heure plus tard, l'ancien macroniste corrige son plantage. *«Contrairement à mon lapsus [...], c'est bien + 1000€ en net par an pour un salarié au SMIC (et pas 100) que promet Glucksmann grâce à la baisse de CSG»,* écrit Houlié sur X. Il aurait pu faire encore plus parlant. La semaine dernière, son candidat a annoncé ses propositions *«de sortie de crise»,* dont la revalorisation du SMIC à 1 700€ net par mois. Houlié n'avait peut-être pas suivi l'actu.

TITANIC SA MER • Le RN n'est jamais avare de propositions démontrant que, dans son logiciel, l'inhumain le dispute souvent à l'idiot. Le député lepéniste Matthias

Renault l'a démontré lundi en commission des Finances, évoquant les problèmes de procédure qui se présentent quand on veut expulser les clandestins. Parmi ces soucis, l'obligation de *«passer par la case centre de rétention administrative». «Or, pour 800 000 à 1 million de clandestins en France, on a seulement 2000 petites places en centre de rétention administrative, ce qui est très largement insuffisant»,* s'est-il ému. Et voici sa solution : *«recycler des paquebots en fin de vie»*. L'idée a provoqué l'ire de la députée ex-*«macroniste de gauche»*™ Stella Dupont qui a rappelé que cette proposition venait 3 jours après l'attentat raciste de Trappes. *«Vouloir utiliser des paquebots en fin de vie pour placer des centaines de personnes et les envoyer je ne sais où… Mais on a plus qu'à couler ces paquebots tant qu'on y est comme ça, tout est réglé*, s'est-elle indignée*. Je trouve que c'est d'une violence extrême, les propos qui viennent d'être tenus, et la proposition qui vient de nous être faite.»* Pas du tout, s'est défendu Renault, précisant que sa proposition est motivée par des *«raisons opérationnelles»* et pas du tout dans une logique *«punitive»* ou de *«traitements inhumains».* S'il le dit, c'est sûrement vrai.

ET SINON ••• Érigé comme une *«urgence»* face aux violences du 17 octobre, le projet de loi *«casseurs-payeurs»* a été adopté au Sénat dans la nuit d'hier, par 229 voix contre 105, avec le soutien du RN. Le texte a été nettement durci par la majorité de droite au palais du Luxembourg, de nombreuses mesures sécuritaires venant compléter la base déjà bien répressive de ce projet de loi. Ce dernier instaure notamment une responsabilité civile pour les membres d'un groupement ayant commis des dégradations, sans qu'il soit nécessaire de prouver qu'ils en sont les auteurs. Les allocations familiales, les aides personnelles au logement et le RSA pourront également être saisis.